



Un homme a été tué, plusieurs personnes blessées et des maisons détruites, dimanche lors de l'attaque par des hommes armés d'une commune du Cameroun, située près de la région anglophone en conflit du Nord-Ouest, a appris l'AFP auprès d'un responsable local.

L'attaque s'est produite vers 02H00 (01H00 GMT) dans la commune de Bangourain, située dans la région francophone de l'Ouest, frontalière avec le Nord-Ouest. Un membre du comité de vigilance de Bangourain a été tué lors de l'attaque par des hommes armés soupçonnés d'être des séparatistes anglophones, selon le responsable local. Il a affirmé qu'un nombre encore indéterminé d'habitants avaient également été blessés et des maisons incendiées.

“Nous sommes encore en train de faire le bilan” des victimes et des dégâts matériels, a-t-il dit.

Depuis le déclenchement fin 2017 des violences sécessionnistes dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-ouest, quelques attaques ont été perpétrées dans des régions francophones proches, notamment dans celles du Littoral et de l'Ouest.

Depuis plus d'un an, des dizaines de séparatistes ont pris les armes dans les deux régions anglophones du Cameroun pour en finir avec ce qu'ils estiment être “la marginalisation” de la minorité anglophone du pays.

Des affrontements entre soldats déployés en nombre et ces séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent depuis très régulièrement.

Selon des sources concordantes, aux séparatistes se sont ajoutées des bandes armées de bandits et de pillards qui rackettent les populations et les entreprises.

Plus de 200 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit ainsi que plus de 500 civils, selon le groupe de réflexion International Crisis Group.

Ce conflit, qui n'a cessé de prendre de l'ampleur, a déjà forcé plus de 437.000 personnes à fuir leur domicile dans ces régions, selon l'ONU. Dans un souci d'apaisement, le président camerounais Paul Biya a décidé il y a dix jours d'arrêter les poursuites engagées contre 289 détenus de la crise anglophone.

AFP
